

Objet : Composition du Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)
Modification

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°A 2024 - 498

Le Maire de La Roche-sur-Foron,

Vu l'article L.123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu les articles R.123-11, R.123-12 et R.123-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N° DCM2022.07.06/04 en date du 06 juillet 2022 fixant à seize le nombre de membres du Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), pour huit membres élus et huit membres nommés ;

Vu l'arrêté du Maire N° A2023-360 en date du 24 novembre 2023 désignant les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;

Considérant la démission de Monsieur Benoit MARCHAL, membre nommé au titre des personnes participant « à des actions de prévention, d'animation et de développement social dans la commune » ;

Considérant la proposition de l'Association « Alpabi » de le remplacer par Madame Claire POULIN ;

Considérant la démission de Monsieur Etienne RIFFAULT, membre nommé en qualité de représentant des associations de personnes âgées et retraitées du département, sur proposition de l'Age Heureux ;

Considérant la proposition de l'Association « l'Age Heureux » de le remplacer par Madame Jacqueline ODOIX ;

Considérant la nécessité de procéder au remplacement de deux membres nommés ;

ARRÊTE

Article 1 : Le Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale est composé comme suit :

- Le Président : Monsieur Pierrick DUCIMETIERE, Maire ;
- Huit membres élus par le Conseil municipal en son sein :

- Madame Saïda HADDOUR ;
- Monsieur Claude THABUIS ;
- Madame Laurence POTIER GABRION ;
- Madame Sylvie CHARNAUD ;
- Madame Sandrine BERGUERRE BUISSON ;
- Monsieur Marc LOCATELLI ;
- Madame Marie FISCHER ;
- Madame Virginie DANG VAN SUNG ;

- Huit membres nommés par Monsieur le Maire :

- Madame Bénédicte ESPINASSE, en qualité de représentante des associations familiales, sur proposition de l'UDAF ;
- Madame Jacqueline ODOIX, en qualité de représentant des associations de personnes âgées et retraitées du département, sur proposition de « L'Age Heureux » ;
- Monsieur Antipas TOUATAM, en qualité de représentant des associations de personnes handicapées du département, sur proposition d'« Aller plus haut ».
- Monsieur Alain COSTA, en qualité de représentant des associations œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions, sur proposition de la Croix rouge ;
- Monsieur Stéphane DEVILLE-CAVELLIN, Directeur de la SADVA, au titre des personnes participant « à des actions de prévention, d'animation et de développement social dans la commune » ;
- Monsieur Cyril KERGADALLAN, Président de l'Association « Avec Soline contre la paralysie cérébrale », au titre des personnes participant « à des actions de prévention, d'animation et de développement social dans la commune » ;
- Madame Claire POULIN, chargée d'accompagnement socio-professionnel au sein de l'association Alpabi, au titre des personnes participant « à des actions de prévention, d'animation et de développement social dans la commune ».
- Madame Lucienne THABUIS, Vice-présidente de la Mission Locale Jeunes Faucigny Mont-Blanc, au titre des personnes participant « à des actions de prévention, d'animation et de développement social dans la commune » ;

Article 2 : Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la durée du mandat des membres nommés par le Maire est la même que celle du mandat des administrateurs issus du Conseil municipal.

Article 3 : L'arrêté N°A 2023-360 en date du 24 novembre 2023 est abrogé.

Article 4 : Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la Ville et ampliation en est transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Bonneville,
- à chaque membre du Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale.

Certifié exécutoire par le Maire
reçu en sous-préfecture de Bonneville le 19.12.2024
publié le 19.12.2024
notifié le 19.12.2024

En mairie, le 16 décembre 2024
Le Maire,
Pierrick DUCIMETIERE



Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Grenoble 2 place de Verdun – boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex. Saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse : www.telerecours.fr (comportant l'accès à « Télérecours citoyens »). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).